Actualité et généalogie de l'expérimentation

Éditorial

Andrea Cavazzini et Alain Loute

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/grm/3079>

DOI : 10.4000/grm.3079

ISSN : 1775-3902

Éditeur

Groupe de Recherches Matérialistes

Référence électronique

Andrea Cavazzini et Alain Loute, « Actualité et généalogie de l'expérimentation », *Cahiers du GRM* [En ligne], 18 | 2021, mis en ligne le 27 septembre 2021, consulté le 01 octobre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/grm/3079> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/grm.3079>

Ce document a été généré automatiquement le 1 octobre 2021.

© GRM - Association

Actualité et généalogie de l'expérimentation

Éditorial

Andrea Cavazzini et Alain Loute

La « divine surprise » des expérimentateurs

- 1 Au début de la crise sanitaire en 2020, des mots tels qu'« expérimentation » ou « expérimenter » ont été parmi les plus fréquemment utilisés pour essayer de saisir le sens des événements et pour envisager des réactions possibles.
- 2 Ainsi, des représentants de la *start-up nation* et des spécialistes du management et de la gestion ont pondu nombre d'invitations et de diagnostics, souvent optimistes ou même jubilatoires, portant sur l'expérimentation d'une « Covid-economy »¹ déterminée par la distanciation sociale et l'enseignement à distance², sur la possibilité pour les villes d'expérimenter un nouveau rapport à la ville et à la mobilité³, ou encore sur les chances offertes à l'expérimentation des outils numériques dans les métiers de la culture⁴. De l'enseignement au tourisme, du travail à la santé, l'épidémie semble avoir déverrouillé toutes les sphères de la société, en restituant aux acteurs situés l'initiative et la responsabilité, en les forçant à « réfléchir ensemble »⁵ et à s'écarter des sentiers battus.
- 3 Pourtant, le vocabulaire de l'expérimentation peut résonner d'une manière plus inquiétante, pour peu qu'on se rappelle qu'une expérimentation peut impliquer une différence très marquée entre les positions active et passive – entre l'action de l'expérimentateur, d'une part, et, de l'autre, le matériau « expérimentable », voire les cobayes. C'est ce que suggère le sociologue Marco d'Eramo, toujours à propos de la crise sanitaire, en définissant le confinement mondial comme « une expérience inédite de disciplinement social »⁶.
- 4 Nous estimons que ce double visage du mot « expérimentation » – incitation à l'initiative ou à l'auto-organisation locale et manipulation illimitée d'objets inertes – ne se révèle à l'occasion de la crise épidémique que parce qu'il était déjà implicite dans un

paradigme pratique et discursif reliant aujourd'hui les politiques publiques, les régimes de savoir et la réflexion sur l'action politique.

Le mot d'ordre de l'expérimentation

- 5 L'engouement pour ce vocabulaire de la part de décideurs, acteurs économiques, experts et médias pourrait faire penser qu'il ne représente qu'un *buzzword* ou un effet de mode parasitant les discussions sur des mesures et des réformes en réalité disparates. Toutefois, l'expérimentation est devenue le mot d'ordre ou le référentiel de nombreuses productions théoriques et innovations institutionnelles récentes, selon lesquelles la politique se penserait de plus en plus à travers une grille « expérimentale ».
- 6 D'abord, il faudrait « expérimenter l'action publique », seul moyen pour cette dernière de retrouver une légitimité et de sortir du carcan idéologique en se confrontant aux faits⁷. En outre, l'évaluation publique des technologies émergentes appellerait une expérimentation en condition réelle, afin de sortir des fantasmes, des peurs et des promesses qui entourent leur développement⁸. Dans le champ de la philosophie politique et de la théorie de la gouvernance, l'expérimentation est ainsi présentée comme le référentiel autour duquel se théoriserait et s'inventerait un projet de démocratie dépassant les limites de nos démocraties délibératives⁹.
- 7 Signalons enfin que le droit à l'expérimentation est inscrit dans la Constitution de la République française depuis 2003 au titre de l'article 37-1. Dans son étude « Les expérimentations : comment innover dans la conduite des politiques publiques ? », le Conseil d'Etat résume de la manière suivante ce principe d'expérimentation : « L'expérimentation est une méthode qui permet de tester sur le terrain, pendant une durée limitée, une mesure, une politique, un mode d'organisation, ou une nouvelle technologie, et d'en mesurer les effets de façon objective »¹⁰. L'expérimentation est également présentée comme un outil au service des politiques publiques qui permet d'associer les citoyens à leur élaboration.
- 8 En somme, l'expérimentation est évoquée, en tant que notion et pratique, pour légitimer des démarches au carrefour de la politique, de la science appliquée et de la technologie sociale, au nom de principes tels que démocratie, auto-gouvernement, apprentissage collectif...
- 9 Peut-on conclure que ces démarches soient reliées par une cohérence structurelle ? Notre hypothèse est que, d'une part, le recours à la notion d'expérimentation ne relève pas que des effets de communication, et qu'un tel recours révèle en effet un paradigme politique et théorique réel ; mais aussi que, d'autre part, loin d'incarner l'idéal d'une démocratie « horizontale » et d'une politique pratique réconciliées avec le quotidien des gens ordinaires, ce paradigme renvoie à des technologies de pouvoir essentielles au gouvernement des sociétés capitalistes contemporaines.
- 10 Les énoncés dans lesquels apparaît la référence à l'expérimentation n'expriment pas, ou pas seulement, des théories cohérentes, des intentions univoques ou des stratégies globales conscientes : par eux, l'expérimentation ne saurait se manifester comme un objet ou un thème explicite et défini. En revanche, de tels énoncés « font constellation » : ils permettent de saisir des nœuds ou des points où une structure

cachée apparaît dans sa cohérence à travers les liens entre des « traces » disparates, inscrites dans des contextes hétérogènes.

- 11 L'expérimentation en tant que paradigme gouvernemental n'est donc pas un objet donné, mais une structure absente que une analyse archéologique construit à partir de vestiges dont la cohérence n'est pas visible pour un regard immédiat, purement descriptif et donc « naïf ».
- 12 La démarche propre à ce style analytique consiste à considérer ces énoncés disparates – provenant des épistémologies spécifiques de la théorie politique, du droit, de la médecine, mais appartenant la plupart du temps à la littérature « grise » des esquisses programmatiques et des rapports institutionnels, qui se situent à distance tant des élaborations théoriques que du journalisme au sens strict du terme – comme inscrits dans des *conjonctures* où les concepts et les discours sont indissociables de l'émergence d'une pratique ou d'un complexe de pratiques. Telle a été la démarche propres aux analyses que le GRM a consacrées à des corpus historiques renvoyant aux séquences révolutionnaires.
- 13 Mais, de toute évidence, les moments révolutionnaires et les pratiques émancipatrices sont difficiles à séparer des dispositifs de domination qu'ils ébranlent ou qui les résorbent : lire des textes en conjoncture signifie les lire par-delà leur cohérence superficielle et les replonger dans le réel d'un conflit pour lequel, souvent, il n'existe pas de nom disponible dans les langages théoriques et politiques d'une époque donnée. D'où la nécessité d'inventer, ou du moins de bricoler, les outils analytiques adéquats.
- 14 Explorer les constellations théoriques-pratiques auxquelles renvoie le mot « expérimentation » signifie pratiquer un tel bricolage en espérant de rendre partiellement intelligibles les rapports de pouvoir et de savoir qui caractérisent notre situation actuelle. Pour le dire en reprenant une expression utilisée par Marc Maesschalck dans une contribution de ce numéro, il s'agit de questionner les tensions et contradictions du « consensus expérimentaliste » actuel.

Pouvoir d'expérimenter et aliénation

- 15 Un premier indice de ce visage plus sombre du mot d'ordre « expérimentation » est son rapport avec les techniques de l'évaluation chiffrée.
- 16 Dans le régime néolibéral, des indicateurs quantitatifs sont utilisés « pour contrôler les acteurs sociaux et les mettre en concurrence à travers des techniques comme le *benchmarking* »¹¹ : la compétition de chaque unité pour obtenir les meilleurs résultats produit un effet indirect de « pilotage » dans lequel l'expérimentation locale est rigidement orientée par l'adéquation à des indicateurs et à des objectifs chiffrés qui restent, eux, soustraits à toute mise en question depuis le niveau « local ». C'est ce que montrent les travaux de Isabelle Bruno et Emmanuel Didier sur les techniques du *benchmarking* :

On mesure les performances d'une organisation par des indicateurs chiffrés, on lui assigne des objectifs également quantifiés qu'elle doit atteindre en se conformant à des pratiques exemplaires tirées d'une institution de référence. En fonction des résultats obtenus, elle sera plus ou moins bien classée et ses salariés gratifiés d'une récompense ou au contraire sanctionnés¹².

- 17 De son côté, Alain Supiot parle d'une véritable « gouvernance par les nombres » qui met en place une logique de programmation des comportements :

Là où le taylorisme misait sur l'entière *subordination* des travailleurs à une rationalité qui leur restait extérieure, il s'agit maintenant de tabler sur leur *programmation*, c'est-à-dire d'étendre aux esprits des disciplines jusqu'alors réservées aux corps en usant massivement de psychotechniques. Avec la gouvernance par les nombres, les résultats du travail sont essentiellement mesurés par des indicateurs chiffrés, mais il faut que le sujet s'approprie cette évaluation pour rétroagir positivement à l'écart qu'elle dévoile entre sa performance et ses objectifs¹³.

- 18 Dans la proposition de l'« expérimentalisme démocratique »¹⁴, des incitants pratiques comme le *benchmarking*, doivent permettre de déstabiliser les routines en élargissant la gamme des possibles appréhendés. La confrontation des expérimentations locales vise à permettre d'opérer une « évaluation comparative » ou « évaluation mutuelle » qui augmente la capacité de diagnostic social en organisant une plus grande « exploration imaginative des problèmes et des solutions »¹⁵. Dans un régime néolibéral, les indicateurs chiffrés n'ont pas comme objectif d'être les vecteurs d'un apprentissage collectif mais servent une logique de programmation, en visant principalement à optimiser des performances individualisées dans une logique *rétroactive* d'amélioration continue des prestations laquelle est en même temps une adéquation croissante à des normes et à des objectifs préétablis. Ainsi, la compétition de chaque unité pour obtenir les meilleurs résultats produit un effet indirect de « pilotage ».

- 19 Outre cette tension entre apprentissage collectif et mise en concurrence des unités locales, un autre indice de la manière dont l'expérimentation constitue une technologie de pouvoir dans nos sociétés capitalistes avancées peut être trouvé dans la question du rapport à la « spatialité ».

- 20 Si la démarche d'expérimentation invite à prendre en compte les réalités contextuelles locales, son objectif reste bien souvent la « scalabilité », un terme que l'anthropologue Anna Lowenhaupt Tsing définit comme « la capacité des projets à s'étendre sans que le cadre de leur hypothèse ne change »¹⁶. Autrement dit, « la qualité d'être scalable (...) implique une relation spécifique aux contextes locaux, une forme d'imperméabilité aux dynamiques qui leur sont propres. Le projet scalable a l'ambition de modifier les contextes où il se développe, de manière à les rendre conformes aux exigences de son fonctionnement »¹⁷.

- 21 Pierre Veltz a rappelé que la « scalabilité » est la base logique et matérielle de ce qu'on appelle le « capitalisme des plateformes » :

À propos des plateformes, il faut également noter qu'elles sont fondamentalement le produit de réseaux à très grande échelle que seule permet l'informatique et qui n'existaient pas avant. Les effets d'échelle étaient bien connus dans l'industrie, mais les effets de réseaux le sont beaucoup moins – hormis dans les télécoms. Pour mémoire, l'effet de réseau est une sorte d'économie d'échelle de la demande : la valeur des réseaux s'élève très vite avec le nombre de leurs abonnés. Les GAFA sont le produit direct de ces effets de réseau, l'internet permettant des effets de réseaux énormes qui peuvent se déployer très vite et qui, une fois installés, sont très difficiles à contrecarrer, créant des monopoles de fait, ou des quasi-monopoles. L'alliance entre puissance technique et puissance financière permet de monter très vite en échelle, c'est ce que l'on appelle la « scalabilité », qui est au cœur de la nouvelle concurrence¹⁸.

- 22 Ainsi, seule la scalabilité permet de rendre rentables des investissements dans la logique d'une finance axée sur la croissance, en garantissant une montée en puissance rapide et linéaire.
- 23 Assurer la scalabilité, donc l'invariance par rapport aux changements d'échelle, constitue par conséquent un enjeu majeur des politiques contemporaines et des expertises qui sont censées les orienter. La rupture de symétrie potentielle lors d'une transition d'échelle est vue comme une limite de la capacité des expérimentations locales à fournir des informations et des orientations qui restent valables aux échelles plus grandes prises en charge par la gouvernance¹⁹ : ainsi, l'un des objectifs de l'analyse des expérimentations à une échelle relativement réduite est la suppression des résidus de la non-scalabilité qui empêchent l'homogénéité du champ d'intervention.
- 24 Soumise à ces conditions, l'expérimentation, loin de représenter une valorisation des singularités locales, finit par engendrer un puissant effet d'uniformisation des pratiques et des expériences, les contextes situés n'étant que les supports contingents d'opérations dont l'objectif est de parvenir à une indifférenciation maximale.
- 25 Finalement, l'expérimentation, articulée à l'état d'urgence, a été un opérateur essentiel des mesures prises pendant la crise sanitaire, notamment de leur aspect autoritaire et « verticale ». Le recours à l'expérimentation a signifié introduire « depuis le sommet » des règles et des contraintes auxquelles la « base » a été forcée de s'adapter²⁰.
- 26 La démarche a bien été « expérimentale », car il y avait incertitude initiale et évaluation après-coup des effets, mais le décalage hiérarchique entre le niveau du quotidien et celui des « décideurs » a été maximal : les acteurs « de base » ont été dépossédés de toute initiative²¹, non pas malgré l'incertitude dans laquelle se trouvaient les experts et les autorités, mais justement à cause d'elle.
- 27 L'expérimentation peut ainsi impliquer et légitimer le pouvoir d'agir de manière arbitraire et discrétionnaire dès lors qu'elle est articulée à la déclaration d'une urgence. « Ce que l'on a retrouvé, lors de cette crise sanitaire, comme composante essentielle du néolibéralisme, c'est la conviction du caractère irrationnel des populations, et l'idée que seuls les experts, conseillant les gouvernants, étaient à même de nous mener dans la bonne direction »²².
- 28 De nombreuses analyses ont dénoncé le caractère technocratique de la gestion de la crise sanitaire. Ce technocratisme a été dénoncé par les uns et justifié par d'autres. Si certaines associations de patients, des professionnels, des membres de la société civile ont dénoncé un réel « recul de la démocratie sanitaire » pendant la crise, d'autres justifiaient par l'urgence la concentration et le monopole du pouvoir de décision.
- 29 Ce technocratisme, au cœur des débats sur la justification, a néanmoins été insuffisamment analysé dans sa nature même. Il repose en effet sur un paradoxe. En effet, les expertises mobilisées, particulièrement au début de la crise, étaient controversées, incomplètes et incertaines. Le pouvoir des experts a donc moins résidé selon nous, dans la prétention à dire le vrai, que dans le pouvoir d'expérimenter. La technocratie s'est avant tout manifestée par une concentration du pouvoir de pilotage d'une expérimentalisation étendue à l'échelle de toute la société, à un monde devenu laboratoire comme l'indiquait la philosophe des sciences Bernadette Bensaude-Vincent.
- 30 Il conviendrait aussi d'étudier le rôle de l'imitation dans la mise en place et dans la généralisation des mesures prises au cours de cette crise. Depuis le confinement de 2020, il semble bien que de nombreux dispositifs et pratiques ne finissent par s'affirmer

que parce qu'ils sont introduits au niveau local (un État, une région, une ville...) : la décision déjà prise devient ainsi un étalon qui impose à d'autres acteurs d'« être à la hauteur », et par conséquent d'adopter, avec de plus ou moins grandes variations, des mesures qui deviennent incontournables à partir du moment où elles sont effectivement prises. On pourrait dire plus précisément qu'elles deviennent incontournables *dans la mesure* où elles ont été effectivement prises, se posant ainsi comme des objets d'imitation possible.

- 31 Ne reposant pas sur un savoir préalable, sur des données certaines ou sur des résultats calculables, la seule efficacité d'une mesure consiste à introduire un ordre, fût-il provisoire, permettant de prolonger ultérieurement la prise de décisions. De ce point de vue, l'opacité des présupposés et des bilans de mesures tels que le confinement, le couvre-feu, les gestes-barrières, le pass sanitaire, etc., doit être considérée comme structurelle : ce qui compte dans ces mesures, c'est moins leurs effets éventuels sur l'allure de l'épidémie, qui restent de toute façon largement indécidables, mais leur visibilité en tant que signes du pouvoir de décider.
- 32 Or pour que ce pouvoir reste stable et à l'abri de toute contestation, il faut que les décisions soient nombreuses, fréquentes et spectaculaires - l'expérimentation incessante de mesures engendre rapidement des incohérences logiques et des difficultés d'application, mais elle est adéquate à la nécessité de rendre les « décideurs » parfaitement reconnaissables *comme tels*, par des critères pragmatistes et finalement tautologiques : le décideur légitime n'est pas celui qui *sait* quelque chose, mais celui qui *fait* quelque chose. Expérimenter signifie ainsi manifester son pouvoir de décider dans l'urgence.
- 33 L'exemple des trois dispositifs gouvernementaux que nous avons rapidement esquissés - l'évaluation comparative, la scalabilité et l'état d'urgence - montre que l'expérimentation peut constituer l'opérateur d'une dépossession radicale du pouvoir de décider de ses formes d'existence et d'activité.
- 34 D'abord, chacun de ces dispositifs représente une articulation entre deux moments apparemment opposés : d'une part, ils visent la recherche d'une objectivation maximale des pratiques et de leurs critères de légitimation - évaluation chiffrée, scalabilité, recours à l'expertise - ; d'autre part, ils supposent une intensification de la dimension discrétionnaire, verticale et à la limite arbitraire du pouvoir de décision en dernière instance - fixation d'un critère de réussite dans l'évaluation, construction d'objets et de pratiques indifférents aux contextes dans la scalabilité, prise de mesures non-négociables mais « aveugles » dans l'état d'urgence.
- 35 Ainsi, l'expérience des acteurs « situés » est doublement aliénée : d'une part, parce qu'elle est réduite à être le support contingent de structures et d'opérations abstraites et indifférenciées ; d'autre part, parce que cette réduction est réalisée par une décision hétéronome émanant d'un « ailleurs » sur lequel les expériences localisées ne peuvent exercer aucun effet.
- 36 Loin d'être la voie royale pour restituer aux « acteurs » immédiats la maîtrise de leurs conditions d'existence, l'expérimentation incarne, une fois inscrite dans des technologies gouvernementales telles que celle que nous venons de décrire, la jonction entre deux fantasmes caractéristiques du pouvoir contemporain : celui de la réduction des rapports sociaux à des entités objectives et prévisibles, et celui de leur

transformation en matière inerte, manipulable sans limites par un commandement absolu²³.

- 37 Finalement, l'évaluation chiffrée, l'indifférence aux contextes et la décision dans l'urgence constituent des dispositifs de pouvoir au sein desquels l'expérimentation finit non seulement par opérer sur les acteurs situés une dépossession radicale de leur puissance d'agir et de décider, mais aussi par les transformer en « sujets » de leur propre dépossession à travers une articulation complexe entre contrainte et adaptation, entre transfert de responsabilité et pilotage indirect des conduites.

Généalogie du « devenir expérimentable »

- 38 Cette réduction de l'existence à objet expérimental, cette inversion de la position des acteurs immédiats d'une situation – de sujets de l'expérience à objets de l'expérimentation – renvoie à la question suivante : à quelles conditions une sphère sociale, un champ d'activités, une population donnée, deviennent-ils matière à expérimentation ? Quel processus est à la fois impliqué dans, et caché par, le devenir-expérimentable d'une « matière » sociale ?
- 39 Dans son livre *Les corps vils*, Grégoire Chamayou mène une recherche historique et épistémologique portant sur les dispositifs expérimentaux²⁴. Le développement de ceux-ci est indissociable de l'acquisition de corps rendu possible par des technologies d'avilissement des corps : des subjectivités avilies ont été produites qui ont permis l'expérimentation sur des corps. Il est ainsi possible de reprendre cette idée qu'un processus de dé-subjectivation est la condition qui rend possible l'expérimentation sur le corps social lui-même.
- 40 Mais il conviendrait de développer ce raisonnement à travers les analyses de Marx et du marxisme critique du XX^e siècle, allant de Lukács à l'École de Francfort, sur la réification²⁵. La transformation des travailleurs en force-travail, en marchandise vendable et achetable, et, après son achat de la part du capital, en matière malléable à modifier et à manipuler au gré des exigences du processus de production-valorisation, n'est-elle pas le paradigme et la condition généalogique de toutes les dé-subjectivations opérées par le pouvoir ?
- 41 Réduire les individus et les groupes à des matériaux expérimentables, produire et reproduire la dé-subjectivation des dominés, est une des conditions fondamentales de la reproduction de la domination du capital sur la force-travail. En ce sens, l'expropriation originaire que Marx voit comme l'origine récursive du capital est la première expérimentation sociale d'envergure dans l'histoire moderne²⁶.
- 42 Une autre composante généalogique de l'expérimentation est repérable dans les travaux de Michel Foucault sur la biopolitique, comprise comme un ensemble de technologies de gouvernement dont le point d'appui sont les lois et les facteurs « objectifs » des populations. La population apparaît donc comme un « nœud » de grandeurs mesurables et de processus prévisibles sur lesquels le gouvernement peut agir pour obtenir des effets déterminés²⁷.
- 43 Agnès Labrousse a repris les thèses de Foucault dans un article sur l'utilisation de la méthodologie de l'expérimentation par assignation aléatoire en économie du développement. Elle fait alors le lien avec les technologies économiques des

caméralistes allemands sur lesquels Foucault s'est penché dans ses analyses sur la biopolitique :

Le caméralisme relève d'un idéal-type de gouvernement alternatif à la gouvernementalité néolibérale qui se prolonge bien au-delà du XVIII^e siècle, ce que Foucault a sans doute méjugé en se focalisant trop exclusivement sur l'économie politique libérale. Si le libéralisme envisage l'autonomie des acteurs et des activités à partir de la seule régulation marchande, une tradition alternative (dont les caméralistes sont l'un des canaux historiques) l'envisage comme effet d'un système sociopolitique qui n'est pas autodiscipliné mais accompagné par les expérimentations successives des autorités publiques²⁸.

- 44 La référence au caméralisme et aux technologies de la Raison d'État permet d'opérer la jonction entre, d'une part, la réification des sujets les transformant en matière gouvernable et, d'autre part, la mise en place des circuits d'efficacité et de légitimation propres à l'État moderne. L'évolution des États dans les sociétés capitalistes avancées manifeste un recul progressif de la problématique de la légitimité, qu'expriment les concepts classiques de la théorie politique moderne, tels « souveraineté », « représentation », « constitution », en faveur de la problématique de l'efficacité, c'est-à-dire la capacité des appareils étatiques de réaliser effectivement des opérations et des fonctions qui ne se légitiment que par leur pouvoir de gérer une situation donnée.
- 45 Cette évolution a été étudiée en particulier par le marxisme italien « post-opéraïste »²⁹, ce qui correspond à la logique d'une conjoncture – celle des années 1960-1970 – où un système parlementaire pour ainsi dire « pur », caractérisé par un souci de la légitimité démocratique partagé officiellement par toutes les forces politiques issues de la Résistance, s'est transformé, au fil du développement industriel et de la séquence des luttes sociales, en véritable « laboratoire » de tous les paradigmes fonctionnalistes et pragmatistes, verticales et discrétionnaires, du pouvoir : le « laboratoire-Italie », justement, une formule qui renvoie très clairement au lien entre expérimentation politico-sociale et hétéronomie.
- 46 D'ailleurs, l'Italie a été souvent considérée, depuis la formation de son unité d'État-nation au XIX^e siècle, comme un vaste champ expérimental où la mise en place de techniques et de structures aptes à gouverner des contradictions internes et mondiales – la monarchie libérale, le fascisme, la démocratie « limitée » de l'époque de la Guerre Froide, le « miracle économique », la centralité des médias et du spectacle de masse, jusqu'à la récente aventure « souverainiste » et à l'inauguration du *lockdown* mondial... – suppose la production systématique d'un « état de minorité » dans l'ensemble de la population.
- 47 La tension entre légitimité démocratique et efficacité des décisions et des mesures est également centrale dans le paradigme de l'expérimentation : dans le texte du Conseil d'État que nous avons déjà cité, l'expérimentation est vue *à la fois* comme une manière d'impliquer la société civile dans la prise de décisions *et* comme un moyen pour aboutir à des évaluations objectives.
- 48 Certes, cette tension ne peut être résolue, ni analysée d'une manière adéquate, sans cerner le plus finement possible les dispositifs concrets dans lesquels sont inscrits tant l'exercice des mesures expérimentales que les formes de la mobilisation citoyenne. Il est néanmoins indéniable que l'avis du Conseil d'État suppose un dualisme entre légitimité et efficacité que les catégories constitutionnelles classiques peinent à conceptualiser.

- 49 La centralité de dispositifs visant l'efficacité suppose aussi la production délibérée du désordre et de la précarité, donc d'une situation d'incertitude où la neutralisation de tous les critères préexistants de la légitimité et de la légalité soutient et appelle le recours à des solutions inédites, nécessairement en rupture avec ce qui est connu et habituel.
- 50 Autrement dit, un « laboratoire » pour des techniques gouvernementales ne fonctionne que grâce à de l'ingouvernable se manifestant récursivement au sein de la vie sociale et politique : un gouvernement « expérimental » et « expérimentateur » ne vise pas à imposer un ordre au désordre, mais à métaboliser et à piloter les conséquences d'un désordre impossible à éliminer.
- 51 Cette position introduit une bifurcation au sein de la théorie et de la pratique « classiques » de l'État moderne, tel que l'expriment Jean Bodin, Thomas Hobbes, Max Weber, Hans Kelsen ou Carl Schmitt : pour cette tradition, le fondement réel de l'État est l'efficacité pragmatique d'une décision qui met une fin à une situation de désordre, en réduisant drastiquement les possibilités susceptibles d'être réalisées et en permettant ainsi une orientation claire et univoque des gestes et des volontés.
- 52 La centralisation et la rationalisation du commandement et de l'autorité, donc l'augmentation des chances de l'obéissance, présentent un aspect positif, c'est-à-dire le refoulement du chaos qui rendrait impossible l'action dotée de sens. Le décisionnisme et le pragmatisme envisagent donc l'autofondation du pouvoir par-delà toute légitimation préalable, prévisible et calculable à l'avance, mais ils compensent l'arbitraire inévitable du pouvoir par sa capacité à rendre possible la liberté et la responsabilité d'un agir soustrait à l'indétermination du chaos.
- 53 Or, cette légitimation à travers la capacité de faire reculer le désordre et la paralysie anémique est mise à mal par des dispositifs gouvernementaux qui supposent la persistance structurelle du désordre, de l'incertitude et de la non-univocité des actions, de leurs conditions et de leurs conséquences.
- 54 Dans les technologies basées sur l'expérimentation, est exclue toute idée d'une stabilisation, fût-elle provisoire, des cadres de l'agir permettant aux sujets de retrouver une maîtrise temporaire de leur existence – une telle maîtrise partielle est justement ce que le Souverain hobbesien accorde lors du *pactum subjectionis* où l'aliénation de tout pouvoir est récompensée par la mise à distance de l'état de nature. Devant le *benchmarking*, les conduites et les acteurs doivent améliorer sans cesse leurs prestations ; la scalabilité impose une transformation radicale des contextes locaux ; l'intervention en état d'urgence suppose une incertitude irréductible des conditions et des résultats.
- 55 De ce point de vue, l'état d'urgence n'est plus à opposer simplement au droit, le rapport entre l'exception et la norme étant restructuré en profondeur précisément par la position d'un « droit à l'expérimentation ». Si une telle expression n'est pas qu'une formule rhétorique, elle ne peut pas ne pas impliquer une incorporation dans le droit de la modification-vérification incessante des normes.
- 56 Tandis que l'État de droit libéral du XIX^{ème} siècle institutionnalise en quelque sorte une sphère de non-droit, extérieure au cadre défini par les normes fondamentales et par leurs dérivations, et correspondant aux rapports économiques mais aussi à la poursuite individuelle du bonheur et à la liberté de disposer de sa personne, les dispositifs juridiques actuels tendent à englober toute dynamique sociale, tout

comportement, dans leur sphères d'intervention. Le droit à l'expérimentation implique que la norme se pose elle-même comme modifiable et testable, donc comme à la fois dépourvue d'extérieur et radicalement instable. Lorsque l'on reproche aux autorités publiques la gestion « erratique » de telle ou telle crise, ou au contraire que l'on déduit de l'instabilité persistante le signe de la « destitution » des pouvoirs en place, on omet de questionner la fonction réelle de l'ordre et du désordre dans la gouvernance contemporaine.

- 57 L'instabilité, l'incertitude et l'ambiguïté, loin de rester la condition négative et impensable que les décisions et les opérations du pouvoir n'ont de cesse de refouler, deviennent le ressort permanent et positif des dispositifs gouvernementaux, non seulement leur justification virtuelle et externe, mais la source actuelle et immanente de leur fonctionnement. Ainsi, le gouvernement par l'expérimentation tend à rendre problématique la consistance et la viabilité des rapports sociaux auxquels il s'applique, sans pour autant tendre vers une nouvelle figure définie de l'ordre social et politique.
- 58 Si tels sont en effet les traits de l'expérimentation en tant que paradigme gouvernemental, que nous pouvons rendre visible à partir de matériaux disparates, certaines conclusions sont possibles.
- 59 D'abord, les dispositifs gouvernementaux que nous avons essayé d'analyser ont un statut purement pragmatique : leur fonctionnement ne suppose aucun contenu représentable dans la sphère des principes ultimes, des idéaux-guides ou des projets à réaliser. Le *benchmarking*, la scalabilité et l'état d'urgence excluent de leur horizon toute référence à une téléologie quelconque des actions et des collectifs : tout s'y réduit à des ajustements entre processus matériels qui sont tout simplement déjà-là, la grammaire du « bien commun » ou du « juste » ayant été radicalement désactivée.
- 60 Autrement dit, le gouvernement « expérimental » tend à rendre les processus politiques et sociaux irréprésentables dans l'ordre de l'idéologie, mais donc aussi dans l'ordre des désirs et des volontés humains. Cette forme de gouvernementalité est en quelque sorte un fonctionnement pur, qui reste muet en ce qui concerne les contenus concrets des différentes manières de vivre des hommes et *a fortiori* leur valeur plus ou moins déterminable. En tant que prestation purement technique, un tel fonctionnement n'est plus censé être modifiable par des projets ou des perspectives qui préexisteraient au simple être-ainsi des processus sociaux : « expérimentation » veut dire effacement de toute finalité concevable et exprimable rationnellement et validation purement factuelle des configurations qui ont fini par s'imposer. La réalisation d'objectifs politiques et sociaux déterminés devient secondaire par rapport à la fixation de réalités « émergentes ».
- 61 Une autre conséquence de cette situation est que le statut de l'expérimentation démocratique apparaît comme très problématique. On peut facilement deviner les difficultés que la gouvernementalité expérimentale oppose à l'autodétermination collective, notamment à partir des considérations sur la réification des acteurs individuels et collectifs.
- 62 Mais il est possible d'approfondir davantage ce décalage entre expérimentations collectives et gouvernement par l'expérimentation. Car il semble difficile d'imaginer des dispositifs participatifs et associatifs, des pratiques de décision et d'invention collective, qui ne s'exprimeraient pas dans la grammaire des fins et des valeurs. La recherche d'un Bien commun ne risque-t-elle pas de s'avérer stérile face à des dispositifs gouvernementaux qui ne correspondent à aucune Idée de ce qui est bien ni à

aucune Fin assignable en dehors du processus perpétuel d'affirmation de la réalité telle qu'elle est ? La dimension « pragmatique » et performative du pouvoir n'aurait de commun que le nom avec le pragmatisme de Dewey ou de James, qui renvoie à l'implication réciproque entre des actes cognitifs et la positivité d'une forme de vie qualitativement déterminée (et donc susceptible en tant que telle de fournir un critère ou une fin à l'action).

- 63 Finalement, le pragmatisme des mouvements « de base » resterait en deçà de l'immanence absolue, tautologique, atteinte par les pratiques d'un pouvoir « expérimentateur ». La question est donc de savoir si l'expérimentation démocratique peut incarner autre chose qu'une protestation régressive, voire un simple phénomène résiduel, face à des dispositifs gouvernementaux qui ont évacué tout critère « transcendant » pour déterminer leurs agissements.
- 64 Ce qui donne lieu à une autre question : que valent-elles, et comment analyser, les images du Bien qui se dégagent de l'expérimentation démocratique ? Quelle est leur différence, voire leur antagonisme, à l'égard des discours idéologiques qui fournissent le « supplément d'âme » des pratiques gouvernementales ? En quoi peuvent-elles donner autre chose que la nostalgie d'une ancienne mesure « humaniste » et démocratique de la politique ? Dans l'hypothèse la plus inquiétante : comment faire en sorte que les mobilisations « d'en bas » ne se livrent pas à des passions haineuses et à des visions du monde délirantes, telles qu'on a pu en reconnaître la présence lors de récentes mobilisations ? Comment éviter que l'impuissance pratique et l'opacité des fins dérivent vers la régression et l'irrationnel ? La question reste ouverte de la médiation possible entre, d'une part, les catégories et les perspectives de l'émancipation, et, d'autre part, la volonté d'action et de participation. À cette question, qui a été posée par exemple par un Marcuse, un certain spontanisme immanent au pragmatisme deweyien et à la tradition associative citoyenne nord-américaine est peut-être incapable de fournir une réponse réelle, laquelle supposerait de se confronter à la négativité radicale que représente la conscience mystifiée des acteurs.
- 65 C'est peut-être là le cœur, éthique et métaphysique, du problème de l'expérimentation : les conséquences mystérieuses de la transformation des hommes en matériaux expérimentables. Peut-on imaginer qu'une demande d'« autre chose », de nouvelles figures des fins et des devoirs les plus adéquats à l'existence humaine, se dégage, non pas des simulacres de l'authenticité, mais de la traversée de l'évidement et de l'anomie ?
- 66 Giorgio Agamben a parlé du « mystère » contemporain de l'homme ordinaire :
 L'esprit de l'homme ordinaire constitue aujourd'hui pour l'éthique un casse-tête inexplicable [...]. L'homme commun a survécu à Dieu sans trop de difficultés, et au contraire, il est aujourd'hui étonnamment respectueux des règles et des conventions sociales, instinctivement porté à les observer et, au moins pour ce qui est des autres, enclin à évoquer leur sanction. C'est comme si la prophétie de Dostoïevski selon laquelle « si Dieu est mort, alors tout est permis », ne le concernait en rien : il continue à vivre de manière plausible en se passant fort bien des comforts de la religion et supporte avec résignation une vie qui a perdu son sens métaphysique et l'égard de laquelle il semble au reste ne plus se faire aucune illusion ; il y a bien, en ce sens, un héroïsme de l'homme commun [...], le citoyen moderne se défait presque distraitement de tous les caractères et attributs qui définissaient et rendaient vivable l'existence humaine³⁰.

- 67 Les mouvements « de base » qui nourrissent le paradigme de l'expérimentation démocratique devraient peut-être, pour se confronter réellement avec les formes contemporaines du pouvoir, reconnaître cette condition d'anomie qui affecte l'homme ordinaire, la prendre en charge et la traiter au sein d'une nouvelle échelle des fins et des priorités, laquelle viendrait dès lors non pas avant, mais après, l'évacuation des « caractères et attributs qui définissaient et rendaient vivable l'existence humaine », et qui définissaient aussi la mesure et la légitimité de l'ordre politique.
- 68 Dans ce Dossier des *Cahiers du GRM*, nous avons voulu réunir quelques éléments de la constellation complexe qu'est l'expérimentation en tant que gouvernementalité, notre souci étant moins l'exhaustivité que l'exemplarité de certains « nœuds » des dispositifs contemporains du pouvoir.
- 69 Ainsi, Emilianita Armano, Tatiana Mazali et Maurizio Teli étudient les transformations de l'espace urbain lors de la crise sanitaire en tant que chantier expérimental des stratégies gouvernementales ; Francis Chateauraynaud explore en revanche la problématique de l'expérimentation au sens des pragmatiques collectives et citoyennes de décision et de coopération ; de son côté, Marc Maesschalck analyse les limites des grammaires pragmatistes de l'expérimentation devant les dispositifs de pouvoir actuels ; Alain Loute se penche sur les politiques de l'expérimentation généralisée actualisées par la gestion de la crise sanitaire ; finalement, Mathias Béjean aborde l'idée de « laboratoire » en tant que modèle d'organisation des politiques publiques et conclut ce Dossier en renvoyant aux potentiels critiques d'« ouvriers » où se réaliserait la jonction libératrice du savoir et de l'agir.

NOTES

1. Fabrice Marsella (*managing director*, Le Village by CA, Paris), « Coronavirus : une occasion inédite pour expérimenter et se réinventer », in *Journal du net*, 31/03/2020, https://www.journaldunet.com/management/formation/1490211_covid-19-une-occasion-inedite-pour-experimenter-et-se-reinventer/
2. Adnane Maâlaoui (Professeur et Directeur IPAG Entrepreneurship Center, IPAG BS), Imène Haouet (Professeur de Contrôle de gestion et Responsable de l'Année Préparatoire aux MS/MSc en alternance à NEOMA BS) et Mariem Brahimi (enseignante-chercheuse à l'ESLSCA Business School Paris), « Distanciation sociale et innovation pédagogique : la crise sanitaire au service de l'E-éducation », in *La Tribune*, 01/04/2020, <https://www.latribune.fr/opinions/tribunes/distanciation-sociale-et-innovation-pedagogique-la-crise-sanitaire-au-service-de-l-e-education-844019.html>.
3. Mia et Marie du Projet Huje (étudiantes en entrepreneuriat à l'Université Paris-Dauphine), « La crise sanitaire va-t-elle nous faire entrer dans l'ère de l'urbanisme tactique ? », in *Envies de ville*, 26/05/2020, <https://www.enviesdeville.fr/penser-la-ville/la-crise-sanitaire-va-t-elle-nous-faire-entrer-dans-lere-de-lurbanisme-tactique/>
4. Collectif, « La crise sanitaire a-t-elle déconfiné les arts et les cultures numériques ? », in *Observatoire des politiques culturelles*, 12/07/2020, http://www.observatoire-culture.net/repedito/ido-436/la_crise_sanitaire_a_t_elle_deconfine_les_arts_et_les_cultures_numeriques.html

5. Sébastien Treyer (Directeur Général de l'IDDRI – Institut du Développement Durable et des Relations Internationales), « L'urgence de la crise et le temps de réfléchir ensemble », in IDDRI, 18/032020, <https://www.iddri.org/fr/publications-et-evenements/billet-de-blog/lurgence-de-la-crise-et-le-temps-de-reflechir-ensemble>
6. Marco d'Eramo, « The philosopher's epidemic », in *New Left Review*, 122, mars-avril 2020.
7. Clément Bertholet et Laura Létourneau : *Ubérisons l'Etat ! Avant que d'autres ne s'en chargent*, Paris, Armand Colin, 2017.
8. Voir à ce sujet Cédric Villani, *Donner un sens à l'intelligence artificielle*, 2018, p. 199 (https://www.aiforhumanity.fr/pdfs/9782111457089_Rapport_Villani_accessible.pdf). Les réflexions menées par Paul Dumouchel et Luisa Damiano, dans *Vivre avec des robots. Essai sur l'empathie artificielle*, sont un autre exemple de proposition « expérimentaliste » dans le domaine de l'éthique de la robotique. Il faut mettre en œuvre, selon les auteurs, une « démarche éthique expérimentale » qui porte attention à la transformation du monde que les machines opèrent dès à présent : « Qu'est-ce que la robotique sociale nous apprend au sujet de qui nous sommes et de notre vivre ensemble ? Non pas qu'elle pourra nous apprendre demain, un jour, lorsque nous saurons faire des robots vraiment autonomes, conscients ou capables de penser, mais qu'est-ce que nous apprennent aujourd'hui, ici et maintenant, le projet de construire des acteurs sociaux artificiels et les robots sociaux auxquels il a donné naissance » (p. 21). Il s'agit d'« entreprendre une enquête empirique et une recherche expérimentale sur les difficultés et les occasions éthiques que présentent et que présenteront de plus en plus nos interactions avec des agents sociaux artificiels » (p. 223). En un sens, l'éthique doit se mettre à l'école de l'éthologie artificielle : celle-ci utilise les robots comme des instruments scientifiques qui permettent de tester des hypothèses sur les conduites et les valeurs impliquées par leur présence dans la vie et dans l'activité des hommes.
9. Par « expérimentalisme démocratique », des auteurs comme Charles Sabel, Joshua Cohen et Michael Dorf entendent un modèle de gouvernance où, au niveau national, les objectifs, les contenus des politiques publiques doivent être peu définis, flous et généraux pour permettre, au niveau des unités locales fédérées, d'expérimenter des solutions. Un double apprentissage est ainsi attendu, celui qui résulte des choix nécessaires à la mise en œuvre de solutions par les expérimentations locales et celui qui résulte au plan fédéral de l'évaluation et de la comparaison des différentes solutions locales. Des incitants pratiques comme l'évaluation comparative, le *benchmarking*, devraient permettre de déstabiliser les routines en élargissant la gamme des possibles appréhendés. Voir Alice Le Goff, *Pragmatisme et démocratie radicale*, Paris, CNRS Editions, 2019, Jacques Lenoble et Marc Maesschalck, *Droit, Démocratie et Gouvernance*, Sherbrooke, Les Editions de la Revue de Droit de l'Université de Sherbrooke, 2011 ; Marc Maesschalck, *Transformations de l'éthique. De la phénoménologie au pragmatisme social*, Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 2010.
10. Cf. <http://www.conseil-etat.fr/actualites/actualites/ameliorer-et-developper-les-experimentations-pour-des-politiques-publiques-plus-efficaces-et-innovantes>. A ce sujet, voir également Mathias Béjean, « Expérimentation, enquête, expérience : les politiques publiques à l'épreuve de la science », in *Cahiers du GRM*, 16, 2020, OpenEdition, <http://journals.openedition.org/grm/2251>
11. Alain Desrosières, « La statistique, outil de libération ou outil de pouvoir ? », in I. Bruno, E. Didier et J. Prévieux (dir.), *Statactivisme. Comment lutter avec les nombres*, Paris, La Découverte, 2014, p. 51.
12. Carole Sigman, « Compte rendu de Isabelle Bruno et Emmanuel Didier, *Benchmarking. L'État sous pression statistique*, Paris, La Découverte, coll. Zones, 2013 », dans *Raisons politiques*, 2015/4 (N° 60), <https://www.cairn.info/revue-raisons-politiques-2015-4-page-165.htm>.
13. Alain Supiot, *La gouvernance par les nombres*, Cours au Collège de France (2012-2014), Paris, Fayard, 2015, p. 257.

14. Michael Dorf et Charles Sabel « De la constitution de l'expérimentalisme démocratique », in *Cahiers philosophiques* 3, 2009.
15. Joshua Cohen & Charles Sabel, « Directly-Deliberative Polyarchy », in *European Law Journal*, vol. 3, No. 4, 1997.
16. Anna Lowenhaupt Tsing, *Le champignon de la fin du monde, Sur la possibilité de vivre dans les ruines du capitalisme*, Paris, La Découverte, 2017, p. 78.
17. Laura Centemeri, *La permaculture ou l'art de réhabiter*, Paris, Quae, 2019, p. 62.
18. Pierre Veltz, « Entretien avec Sylvie Célérier », in *Temporalités*, 31-32, 2020, <https://journals.openedition.org/temporalites/7502>
19. Omar Al-Ubaydli, John A. List, Dana L. Suskind, « What Can We Learn from Experiments ? Understanding the Threats to the Scalability of Experimental Results », in *American Economic Review*, vol. 107, n° 5, 2017, pp. 282-286.
20. Barbara Stiegler, « Faire face aux experts. Néolibéralisme et pandémie », in *Terrestres*, 26 juin 2020, <https://www.terrestres.org/2020/06/26/faire-face-aux-experts-neoliberalisme-et-pandemie/>.
21. Christian Mouhanna, « Coronavirus, une banale gestion sécuritaire de l'exception », in *AOC*, 08/07/2020, <https://aoc.media/analyse/2020/07/07/coronavirus-une-banale-gestion-securitaire-de-lexception/>
22. Barbara Stiegler, « Faire face aux experts. Néolibéralisme et pandémie », in *Terrestres*, 26 juin 2020, <https://www.terrestres.org/2020/06/26/faire-face-aux-experts-neoliberalisme-et-pandemie/>.
23. Giorgio Agamben, *Homo sacer I. Le pouvoir souverain et la vie nue*, Paris, Seuil, 1998.
24. Grégoire Chamayou, *Les corps vils. Expérimenter sur les êtres humains aux XVIIIe et XIXe siècles*, Paris, La Découverte, 2009.
25. Karl Marx, *Le Capital*, Livre I, traduction dirigée par Jean-Pierre Lefebvre, Paris, PUF, 1993 ; Georg Lukács, *Histoire et conscience de classe* (1923), trad. franc. de K. Axelos et J. Bois, Paris, Minuit, 1960.
26. K. Marx, *Le Capital*, Livre I, chapitre XXIV, « La prétendue accumulation initiale », *op. cit.*, p. 803.
27. Michel Foucault, *La volonté de savoir*, Paris, Gallimard, 1976 et « *Il faut défendre la société* ». *Cours au Collège de France 1976*, Paris, Seuil/Gallimard, 1997.
28. Agnès Labrousse, « Nouvelle économie du développement et essais cliniques randomisés : une mise en perspective d'un outil de preuve et de gouvernement », in *Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs*, 7/1er semestre/Spring 2010, <https://journals.openedition.org/regulation/7818#tocto2n11>.
29. Voir à ce sujet, Antonio Negri, *La forma-Stato. Per la critica dell'economia politica della costituzione*, Milan, Feltrinelli, 1977 ; Luciano Ferrari Bravo, *Dal fordismo alla globalizzazione. Cristalli di tempo politico*, Rome, Manifestolibri, 2001 (il s'agit de textes écrits entre les années 1970 et la fin des années 1990) ; Lucio Castellano, *La politica della moltitudine. Postfordismo e crisi della rappresentanza*, Rome, Manifestolibri, 1996 (textes écrits aussi entre les années 1970 et 1994). Cf. aussi l'Éditorial du Cahier du GRM n° 9, « Trajectoires de l'opéraïsme », OpenEdition, 2016, <https://journals.openedition.org/grm/748>
30. Giorgio Agamben, « *Mysterium burocraticum* », in *Le feu et le récit*, traduit de l'Italien par Martin Rueff, Paris, Rivages, 2019, p. 24-26.

AUTEURS

ANDREA CAVAZZINI

Agrégé de philosophie, membre du GRM.

ALAIN LOUTE

Alain Loute est Professeur en éthique clinique à la Faculté de médecine et médecine dentaire de l'Université Catholique de Louvain et membre de l'Institut de recherche santé et société de cette même Université. Il a été Maître de conférences au Centre d'éthique médicale de l'Université Catholique de Lille et Chargé de recherches au Fonds National de la Recherche Scientifique au sein du Centre de Philosophie du Droit de l'UCLouvain.